

Les crédits

pour qu'ils ne mettent pas toute leur avoine sur le marché d'un seul coup. Par conséquent, il y a maintenant une offre excédentaire sur le marché, ce qui fait baisser les prix, tendance qui semble vouloir se maintenir pour le reste de l'année. Les producteurs d'avoine ont encore besoin de la Commission canadienne du blé.

M. le Président: La période réservée aux questions et aux observations est maintenant terminée.

Le ministre du Commerce extérieur a la parole pour reprendre le débat.

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce qui est censé être un débat. La motion à l'étude en cette journée de l'opposition est une des motions les plus faibles à avoir jamais été présentées à la Chambre. Les deux partis de l'opposition n'ont rien proposé de constructif. Pas un mot sur ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir.

M. Funk: Confier le canola à la Commission canadienne du blé.

M. Crosbie (St. John's-Ouest): Ce sont des lilliputiens. Deux partis lilliputiens, sans personne pour les diriger, qui errent dans le désert et qui ne savent rien faire d'autre que dire non. Pourquoi? Parce qu'ils s'opposent à tout. Ils n'ont rien de positif. . .

M. Funk: Confier le canola à la Commission canadienne du blé.

M. Crosbie (St. John's-Ouest): Vous serez peut-être capable de crier plus fort que moi. Allez-y, si le cœur vous en dit. Cependant, si vous voulez entendre des propos logiques et pleins de bon sens, taisez-vous et vous pourrez peut-être, je l'espère, apprendre quelque chose.

Je n'ai entendu que deux orateurs, tous deux du parti perdu, du parti qui erre dans le désert, le Nouveau Parti démocratique. Idi Amin a dit: «Parfois les gens confondent ce que je dis avec ce que je pense.» En écoutant parler ces deux députés, je me suis dit qu'ils ne s'étaient même pas donné la peine de penser. Il n'y avait aucune trace de réflexion dans ce qu'ils ont dit.

C'est un sujet sérieux parce qu'environ la moitié des 20 milliards de dollars de recettes agricoles chaque année

proviennent du commerce international. Si les honorables pygmées d'en face étaient jamais placés dans une situation où ils seraient en mesure d'influencer le commerce international, alors cette moitié de 20 milliards de dollars en rentrées serait gravement menacée, parce qu'ils pensent qu'ils peuvent se débrouiller seuls au Canada sans tenir compte des autres, qu'ils n'ont pas à s'inquiéter du reste du monde ni à participer à un système commercial mondial dont les règles doivent être observées, même s'il y a lieu de les améliorer.

Au Canada, l'agro-alimentaire est une grosse industrie. Elle génère 10 p. 100 du produit national brut et emploie 1,6 millions de travailleurs, ce qui représente 15 p. 100 de tous les emplois au Canada. Voilà pourquoi elle bénéficie, aux yeux du gouvernement, d'une des plus hautes priorités. Voilà pourquoi, en outre, elle mérite mieux que cette résolution embrouillée et confuse dont nous sommes saisis aujourd'hui et qui dit que l'avenir de l'agriculture au Canada est compromis par suite de politiques commerciales mal conçues, particulièrement l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Nous avons dit que cet accord protégerait davantage notre accès aux marchés des États-Unis et c'est précisément ce qu'il fait.

M. Milliken: Et c'était faux.

M. Ferguson: Vous devriez écouter ce que disent les producteurs de porc.

M. Crosbie (St. John's-Ouest): Que ça plaise ou non aux députés d'en face, le marché américain absorbe 75 p. 100 de nos exportations, ce qui représente deux millions d'emplois au Canada. Ces honorables messieurs ne font rien d'autre que braire comme des ânes ou grogner comme les porcs dont le député vient de parler. Ils braient et grognent au sujet des péchés et des politiques des États-Unis. Ils se plaignent des États-Unis jour après jour et noircissent constamment les Américains, sans se préoccuper du fait que 75 p. 100 de toutes nos exportations sont destinées à ce pays. Quand vont-ils finir par se comporter en adultes, quand commenceront-ils à comprendre qu'ils ont la responsabilité d'essayer eux aussi d'améliorer les choses? Tout comme nous et la plupart des pays du monde, ils doivent s'accommoder des États-Unis.